

Creuse-Citron

Journal de la Creuse libertaire - N°15 janvier-mars 2008 - prix libre

Moderniser !



Tous en colère

Les vieux au trou p. 2
Le retour des sans-culotte p. 3

La gueule toute verte

Graines de violences p. 4-5

Mémoire aux poings

Lifting pour Louise Michel p. 6

Capitalisme à la Poubelle

Fracture Sociale Limousine p. 7

Culs et chemises

Liaisons dangereuses p. 8

Supplément BD

encarté entre p. 8 et 9

Police partout

Gare à la bavure p. 9

Mauvaises fréquentations

Anar-fiction p. 10-11

Coup de geule

Mon petit artisanat p. 12

Meilleur des mondes

Moutons à puces p. 13

Mauvaises lectures p. 14

Revue de crise p. 15

Vous êtes cernés

Rendez-vous p. 16

Flexisécurité, séparabilité, capital humain, employabilité, loi du marché, refondation sociale, ressources humaines, évaluation, transparence, commerce équitable, conjoncture, expertise, concurrence libre et non faussée, mondialisation néo-libérale, consommateur, société civile, ouverture, syndicalisme moderne et responsable, incivilité, fondamentaux, développement durable, dialogue social, débat citoyen participatif, émergence, partenaires sociaux, éco-citoyenneté, agriculture raisonnée, production et consommation durables, pacte social, croissance négative...

Plein la poubelle, ras la casquette, restons archaïques et appelons un chat un chat, un capitaliste un capitaliste, et la lutte des classes, la lutte des classes.

**La
démocratie,
c'est tout ce
que permet la
longueur de
la laisse**

2 - Tous en colère

Soleil vert

À l'heure où la mort a disparu de la vie quotidienne tandis que la population est vieillissante, surtout dans notre région, que fait-on de nos anciens qui ne sont plus en mesure de vivre seuls ? L'individualisme ambiant déconseillant de s'embarasser d'une contrainte extérieure, même si celle-ci vous a donné le jour, il reste une solution : le mouroir. Pardon ! La maison de retraite.

Mille deux cents euros minimum pour une pension complète dans un établissement public. Pour ce prix, la personne âgée a droit à une chambre aseptisée de 7 m². On est attentif à ses besoins primaires : manger, dormir, déféquer, uriner, et n'oublions pas boire (ce qui est fortement encouragé depuis un été un peu sec) et on vous prodigue des petits soins quotidiens ; le tout derrière une jolie baie vitrée. En prime sont offertes les privations des liens sociaux, du cadre de vie, des biens, des droits civiques et de quasiment toute autonomie. Le forfait ne comprend pas la vie spirituelle au sens large, par nature superflue en institution (même si ce public est certainement le plus demandeur), et le besoin de parler qui demande trop de temps à un personnel qui n'est pas là pour ça.



Le personnel

Parlons-en du personnel. Comme le veut la norme qui tend à s'imposer, il est en sous-effectif, mal payé, mal formé, avec un maximum de contrats précaires pour être plus malléable, et surtout on ne lui donne pas les moyens d'être autonome, et de faire évoluer la structure. Il est constitué principalement de femmes issues de milieux peu favorisés des environs qui se sont retrouvées là parce qu'il y avait du travail dans ce secteur. Elles sont confrontées quotidiennement à la maladie, à la mort, à la démence, aux problèmes corporels les plus triviaux et odorants, sans bénéficier de moyens de prendre du recul ni d'espace pour évacuer. Pas étonnant de ne voir quasiment aucun membre du personnel en plein après-midi alors qu'on rend visite à l'un des siens. Ces travailleurs doivent développer une solidarité importante et des

techniques de distanciation pour tenir. Par techniques de distanciation il faut entendre un ensemble de pratiques visant à limiter les relations affective avec les pensionnaires afin de souffrir le moins possible de toute dégradation de leur état, à garantir une certaine équité dans le traitement des patients, et éviter la contamination symbolique « je suis avec des malades et des mourants, mais je ne suis pas comme eux ». Concrètement, cela consiste par exemple à ne pas utiliser les mêmes verres, à ne pas manger le même pain ou dans la même pièce, à limiter les conversations concernant la vie familiale... Malheureusement, ces pratiques conduisent vite à la maltraitance. En effet, elles ont pour conséquences de transformer l'individu en objet et dégradent la personnalité. Tout ceci ne constitue qu'un élément contraire à la vocation du lieu parmi bien d'autres.

Les besoins spécifiques bafoués

Avec l'âge, l'individu a tendance à se replier sur lui-même. Il adopte un rythme plus lent. Il multiplie les rituels. Bien sûr, ses capacités physiques et intellectuelles diminuent. Or, le traitement de masse de l'institution fait que ces spécificités sont trop peu prises en compte.

Généralement, suite à une chute, la personne âgée se retrouve dans un lieu de vie collectif contre sa volonté et sans comprendre par manque d'explications de la famille ou du personnel soignant qui utilise facilement dans ce cas le mensonge. Le pensionnaire est alors obligé de suivre un nouveau rythme organisé en fonction du personnel. On lui dit quand il doit se lever, quand il doit manger, dormir, uriner... Si l'individu a du mal à se plier aux règles, des outils existent pour l'aider tels que les calmants et les couches. Comme le lieu n'est guère accueillant, les visites de la famille et des amis se font de plus en plus rares. Imaginez un instant quelles seraient les conséquences pour votre moral si vous vous retrouviez dans cette situation. Bien évidemment, vous déclineriez.

Un tableau gris qui s'éclaircit

Comme seuls les problèmes des maisons de retraites sont traités ici, on se retrouve face à un tableau particulièrement sombre et on peut se demander comment ces structures peuvent continuer à exister ainsi. Il ne faudrait pas



oublier ce qu'apportent ces lieux aux personnes âgées. Ils leur permettent malgré tout de subsister plus longtemps grâce aux soins, et les protègent des personnes extérieures peu scrupuleuses qui abusent de leur fragilité. Il faut noter une évolution lente, certes, mais bien réelle. Les établissements par exemples, mettent l'accent sur la rééducation, font venir de plus en plus d'intervenants extérieurs qui enrichissent la vie quotidienne. Ils se dotent progressivement de psychologues, d'animateurs, de véhicules pour faire des sorties, et complètent les formations initiales du personnel.

Une remise en question globale de ce genre de structures est néanmoins souhaitable, tant il est vrai que la solution consistant à enfermer les exclus d'une société, que ce soient les vieux, les fous, les délinquants etc. n'est pas vraiment signe de bonne santé de celle-ci.

D'ailleurs, juste pour rire, tentez d'expliquer ce qu'est une maison de retraite à un Gabonais ou un Indien. C'est tellement éloigné de sa conception de la famille, qu'il y a des chances qu'il vous traite de sauvage. À nous de voir dans quelle mesure il aurait tort.

En Creuse

31 maisons de retraite publiques offrent 2371 places.

Une maison peut avoir de 20 à 200 places, les prix s'étagent de 30 à 65 € par jour.

9 centres hospitaliers de long séjour offrent 638 places.

Chiffres tirés du site du CODERPA

Le Cercle des démocrates disparus

Issu de la dynamique unitaire, en Creuse, des présidentielles et législatives, le Cercle Citoyen Antilibéral et Altermondialiste ne veut pas être un parti mais une force politique anticapitaliste fonctionnant au consensus et refusant la délégation de pouvoir. Nous sommes allés, le 15 décembre, à son assemblée constitutive et à la conférence de presse qui a suivi. Le projet est assez intéressant, mais forcément ambigu : la critique des partis tels qu'ils fonctionnent peut-elle déboucher sur la critique de la notion même de parti, la critique de la délégation de pouvoir peut-elle déboucher sur une critique de la démocratie parlementaire ? Mais le mode de fonctionnement mis en place semble permettre des débats très ouverts.

Le 29 mai 2005 avait fait naître chez certains un espoir qui a été cassé lors de la présidentielle et des législatives. La Creuse avait été un des rares départements où une dynamique dépassant les partis avait permis le mariage de la carpe et du lapin, débouchant sur des listes où se retrouvaient communistes, trotskistes, altermondialistes et dissidents divers. Mais après l'échec des législatives cette union a éclaté chaque parti retournant dans ses propres ornières. Malgré les défections des partis il semble rester une dynamique unitaire forte puisque près de deux cent personnes ont accueilli favorablement ce projet de cercle citoyen. Alain Labrousse : « Il y a un gâchis phénoménal... Il y en a marre de ces querelles stériles, de ces volontés de pouvoir, de ces volontés de porter des écharpes à n'importe quel prix. Il faut que toutes celles et tous ceux qui ont vraiment envie que les choses bougent se réunissent, se nourrissent de leurs différences pour travailler à résister et à construire quelque chose. »

Alain Labrousse ouvre la conférence de presse et présente ainsi le projet : « L'idée de cette association est née au lendemain des élections législatives pour prolonger tout ce qui c'était fait depuis le référendum sur le projet de constitution européenne. Elle veut rassembler tous ceux qui veulent se battre contre cette société capitaliste néo-libérale, libérale, qu'on l'appelle comme on veut, mais qui broie l'individu. Travailler à construire un projet de société qui renverse complètement les valeurs et qui place vraiment l'homme au centre de ce projet.

Cette association est ouverte de manière individuelle à tous ceux qui partagent ses objectifs, quels que soient leurs engagements politiques ou syndicaux par ailleurs. On veut offrir un espace de débat, de dialogue, mais on ne veut pas être un club de discussion on veut agir contre cette société et travailler à proposer autre chose. On considère que cette société capitaliste

n'est pas amendable, pas aménageable, il est impossible de la rendre plus humaine.

On veut aussi sortir des fonctionnements pyramidaux d'un certain nombre d'associations et de partis, on veut vraiment que chacun soit auteur et acteur en expérimentant des modes de fonctionnement qui permettent de dépasser ce mode pyramidal. Très simplement il n'y aura pas de président, il y aura deux représentants légaux uniquement pour satisfaire aux obligations administratives, la direction sera collégiale. »



Jean-Louis Bouillet : « On veut essayer de trouver un fonctionnement démocratique transversal pour que chacun puisse exprimer son point de vue, qu'on arrive à une convergence réelle et qu'on oublie la délégation de pouvoir et la pyramide habituelle. L'organe exécutif et souverain c'est l'assemblée générale où les décisions se prennent au consensus. »

Les deux premières actions envisagées sont : vers fin janvier, une réunion débat sur le thème « Peut-on augmenter le pouvoir d'achat ? », et, deuxième action, de s'impliquer dans la revendication d'un référendum sur le « mini-traité européen ».

Contact : Marjolaine Maurette - 05 00 65 42 66 - marjomaurette@no-log.org

Extraits des statuts de l'association

Article 2 objet et activités

Cette association se veut un espace ouvert à tous : citoyens engagés, membres ou non d'organisations politiques, associatives, syndicales. Chacun ou chacune y adhérera de manière individuelle.

Le Cercle Citoyen a l'ambition de proposer un espace, un creuset où pourront se rencontrer et agir toutes celles et ceux qui ne se résignent pas à la domination idéologique du capitalisme mondialisé destructeur du lien social et qui prétendent imaginer et construire un autre monde.

Le Cercle Citoyen sera non seulement un lieu de résistance active et un foyer d'opposition au capitalisme néo-libéral, mais aussi un espace d'échanges et de propositions visant à élaborer un projet de société véritablement en rupture avec celui-ci.

Il sera partie prenante de toutes actions s'inscrivant dans cet objectif.

Il propose un cadre stable et ouvert à celles et ceux qui veulent faire vivre un processus unitaire capable d'ouvrir une alternative sociale, écologique et démocratique au capitalisme néo-libéral.

Article 9 Prise de décision de l'Assemblée Générale

Le Cercle se réunit en assemblée générale et prend toutes les décisions selon la méthode du consensus, c'est-à-dire après expression des différents points de vue, éventuellement vote indicatif et recherche des convergences, afin d'arriver à une formulation qui n'exclue personne. En cas de nécessité, si le débat ne permet pas d'aboutir à un consensus et si les deux tiers au moins des présents en conviennent, le Cercle peut exceptionnellement recourir au vote....

4 - La gueule toute verte

Graines de Violences...

Des centaines de générations de paysans ont nourri une biodiversité devenue patrimoine planétaire. La voyoucratie financière n'a eu de cesse de combattre cette injustice de la nature à l'égard du Capital : la semence paysanne échappe au profit ! La prise en otage des semences permet le contrôle de l'évolution de l'agriculture, de l'alimentation et de l'avenir de l'humanité. Face aux privilèges des multinationales, imposons l'abolition des privilèges.

Augmenter le rendement... du profit

Pour les paysans de l'Altiplano, la semence fait partie de la communauté, au même titre que les humains, les animaux, l'eau, la terre ; elle fait l'objet d'échanges, de dons.

La semence paysanne s'adapte au terrain, au climat, aux plantes qui l'entourent, aux prédateurs. Elle maintient une diversité garantissant les récoltes contre les imprévus. La semence industrielle réduit les variétés, privilégie des plantes capables de pousser n'importe où, non adaptées aux conditions locales, nécessitant l'usage de

correcteurs chimiques, une artificialisation du milieu. Pour remplacer le paysan par le sélectionneur, il est nécessaire d'empêcher biologiquement les plantes de se reproduire gratuitement dans les champs. Dès le XIX^{ème} siècle, la technique de l'isolement, venue d'Angleterre, s'appuie sur une théorie assurant que « les variétés se détériorent dans le champ de l'agriculteur ». Il faudrait s'en remettre à la science qui devient déjà un outil de vente. C'est au XX^{ème} siècle que l'hybridation, traversant l'Atlantique, impose la diminution du rendement du grain récolté : « Lorsque l'agriculteur veut reproduire les résultats splendides qu'il vient d'obtenir avec le maïs hybride, son seul recours est de retourner chez l'hybrideur où il s'est procuré les semences. » Un responsable d'une entreprise de semences de maïs hybride en souligne les bienfaits : « Voici une réussite que les banquiers et les hommes d'affaires peuvent apprécier, une industrie partie de presque rien en 1934 et faisant 60 à 70 millions de dollars de chiffre d'affaires en 1944 ». Pour justifier le prix d'une semence hybride (cent fois celui du grain récolté), les businessmen affichaient des rendements bien supérieurs à celui de l'avoine, oubliant de préciser que l'amélioration de

Sud ceux de la révolution verte, croisade planétaire bénie par le président Harry Truman en 1949 : « Leur pauvreté constitue un handicap et une menace pour eux et pour les régions plus prospères, mais pour la première fois dans l'histoire existent les connaissances susceptibles de soulager les souffrances de ces gens. » Ému, le microbiologiste Ernest Borlaug s'illustre par la mise au point de variétés naines de blé et consacre une vie de mission à libérer l'humanité des famines en augmentant massivement la production alimentaire grâce à la technique (sélection variétale, engrais, irrigation massive, pesticides...). Cet agent commercial des intérêts des multinationales sera prix Nobel. La réussite de la révolution verte est bien illustrée par l'Inde. Si la ration de riz a augmenté de moitié, au détriment de la consommation de légumes et de fruits, plus du tiers de la population est encore aux limites de la survie, 88 % des femmes enceintes souffrent d'anémie... Les sols sont stériles, les réserves d'eau insuffisantes, le DDT (interdit en Occident) souvent répandu à mains nues, 25 000 paysans se sont suicidés en dix ans ! Vandana Shiva, une scientifique indienne, dénonce les effets des semences de la révolution verte « redirigeant vers la partie comestible du riz ou du blé une grande partie du produit de la plante, au détriment de la tige et des autres composantes de la plante. Il en résulte une diminution draconienne de la production de paille ou d'autres résidus, qui constituent la nourriture du bétail ou des bactéries du sol. À ce cycle régénératif, la révolution verte a substitué un flux d'intrants achetés. La fertilité n'est désormais plus la propriété du sol, mais celle des engrais chimiques. Cette dépendance de l'agriculture s'inscrit dans la logique d'appauvrissement de la biodiversité, fondamentale pour l'avenir de la production alimentaire. La pression technologique et commerciale remplace la diversité par les monocultures. À mesure que la biodiversité recule, les pauvres deviennent plus pauvres ». Resté riche et en bonne santé, Borlaug reconnaît que la faim n'a pas reculé dans le monde, mais s'extasie devant les miracles des biotechnologies : il est bien le chaînon manquant entre la



correcteurs chimiques, une artificialisation du milieu. Pour remplacer le paysan par le sélectionneur, il est nécessaire d'empêcher biologiquement les plantes de se reproduire gratuitement dans les champs. Dès le XIX^{ème} siècle, la technique de l'isolement, venue d'Angleterre, s'appuie sur une théorie assurant que « les variétés se détériorent dans le champ de l'agriculteur ». Il faudrait s'en remettre à la science qui devient déjà un outil de vente. C'est au XX^{ème} siècle que l'hybridation, traversant l'Atlantique, impose la diminution du rendement du grain récolté : « Lorsque l'agriculteur veut reproduire les résultats splendides qu'il

cette céréale avait été abandonnée, du fait de la disparition des chevaux de trait devant la mécanisation galopante ! Ignoreraient-ils que dans la période 1920-1945, le rendement du blé non hybride avait progressé de 32 % contre 18 % pour le maïs hybride ? Cela n'empêcha pas l'hybridation de se répandre jusqu'à concerner aujourd'hui 23 espèces, et bientôt 33 !

Il était une fois la révolution... verte

À l'issue de la Seconde Guerre mondiale, les intérêts américains commandent de vendre les productions massives du Midwest, les tracteurs McCormick... L'Europe essaiera les bienfaits du Plan Marshall, les pays du

révolution verte et les chimères génétiques !

Qui sème les chimères, récolte la misère

L'agriculture transgénique prend la Vie comme cobaye. Dieu s'en accommode puisqu'en l'an 2000 l'Église a approuvé ce hold-up sur notre avenir biologique, perpétré par un quarteron d'entreprises biocidaies. Cinq transnationales (Monsanto, Du Pont, Novartis, Aventis, Astra-Zeneca) contrôlent 60 % de l'agrochimie, l'essentiel des semences et la totalité des OGM ! Par leur mainmise sur la recherche, elles utilisent la technoscience pour rendre les plantes brevetées stériles légalement. Quant aux insoumis qui réutiliseraient ces semences, ils sont traqués par l'agence Pinkerton (connue

légisantes, de l'utilisation d'un gène marqueur résistant aux antibiotiques, de l'usage accru d'herbicides avec des plantes OGM qui leur sont tolérantes, de l'apparition de résistances génétiques parmi les ravageurs de plantes OGM produisant un insecticide, de la pollution génétique subie par les champs traditionnels ou biologiques ? Les semences de ferme sont mises à l'index. En 1989, les révoltes dans les campagnes firent annuler un projet de loi tentant de les interdire, mais l'Europe prit le relais, recommandant en 1999 de « taxer les semences de ferme qui portent préjudice aux justes intérêts des semenciers ». L'État français conditionne certaines primes à l'utilisation de semences certifiées et a institué en 2001 une taxe sur les semences de ferme, la CVO (Contri-



au siècle dernier pour des assassinats de syndicalistes) ou dénoncés par leurs voisins (numéro vert). Ces chimères génétiques sont sans risques, nous rassure Axel Kahn, président de la Commission de génie moléculaire : « L'information sur l'éventuelle utilisation génétique n'est pas significative pour le consommateur et il n'est pas nécessaire de la rendre obligatoire. »

Pourtant, en 1989, la diffusion aux USA d'un supplément diététique transgénique, le L-tryptophane, se traduisit par 5 000 hospitalisations, 1 500 handicapés et 37 décès. L'entreprise productrice japonaise refusa toute collaboration et subit un incendie « accidentel » qui détruisit tous les stocks... Pourtant, en 1999, des rats consommant des pommes de terre génétiquement manipulées présentèrent une prolifération de mucosités gastriques... Pourtant, en 1999, l'INRA mena une étude sur des vaches nourries au maïs transgénique qui ne fait l'objet d'aucune publication à ce jour... Pourquoi s'inquiéter de l'introduction par le génie génétique de protéines connues comme al-

bution volontaire obligatoire !). Ainsi l'agriculture chimérique tente d'achever le mouvement d'expropriation du vivant, entamé au XIX^{ème} siècle.

Semons-nous les uns les autres

Les semences, brevetées, modifiées, stérilisées, sont des armes dans les serres du monde de l'argent. Ne subissons plus, prenons le maquis pour disséminer, régénérer, échanger, produire et consommer localement : les forces de répression n'ont pas la capacité de mettre un flic derrière chaque tas de compost. Le combat pour les semences est un combat pour la liberté et pour la vie : ne plus subir, développer le travail en commun, non l'individualisme, la coopération avec la nature, non sa domination, l'enracinement dans les sols, non leur stérilisation, l'autonomie des paysans, non leur soumission ; semer à tout vent des graines d'ananar, récolter un autre futur issu d'une révolution noire et rouge...

Élan Noir

Prenons-en de la graine

Isolement : technique de sélection continue à partir d'un seul grain ou d'un seul épi, pour des plantes conservant leurs caractéristiques d'une génération à l'autre (blé, orge, avoine).

Hybridation : technique d'autofécondation mise au point sur une plante (maïs) comportant sur un même épi une fleur mâle et une fleur femelle. Dans un champ classique, il y a fécondation entre épis différents (hybridation naturelle) ; dans un champ hybride, les plants sont tous identiques, entraînant une chute du rendement par « consanguinité » à la génération suivante.

Chimères génétiques : transfert à un organisme vivant de gènes présents dans des bactéries, des plantes, des animaux, produisant notamment des plantes (maïs, soja, coton, colza) tolérantes à un herbicide qu'elles stockent ou des plantes (maïs, coton, pommes de terre, tomates, riz) contenant un gène de bactérie Bt et générant, en quantité 10 000 fois supérieure aux traitements habituels, un insecticide qui tue les ravageurs.

CNDSF : Coordination nationale pour la défense des semences fermières menant depuis 1989 de nombreuses actions pour résister à la pression des lobbies semenciers.

Semences paysannes : réseau d'associations de paysans, de jardiniers, de syndicats, de consommateurs permettant notamment de mettre en relation les initiatives favorisant la biodiversité, de faciliter la réappropriation des savoir-faire paysans, de favoriser la création variétale et la distribution de semences adaptées aux agricultures biologiques, biodynamiques et paysannes.

Kokopelli : propose un catalogue de semences biologiques (1 000 variétés). Les adhérents peuvent « adopter » une variété peu connue ou en voie d'extinction. Des semences sont envoyées gratuitement à de nombreuses communautés rurales du Tiers Monde. Dans son centre d'Auroville (sud de l'Inde) sont produites et échangées par le réseau Annadana (don de nourriture) d'anciennes variétés potagères et céréalières ; il aide également à la création de réseaux semblables en Asie du Sud-Est afin de permettre aux paysans de retrouver leur autonomie. Auroville travaille aussi sur une réinstallation de la forêt primitive, sur un système de régénération de l'eau (salinisée par des pratiques agricoles dévastatrices), sur l'utilisation d'énergies renouvelables...

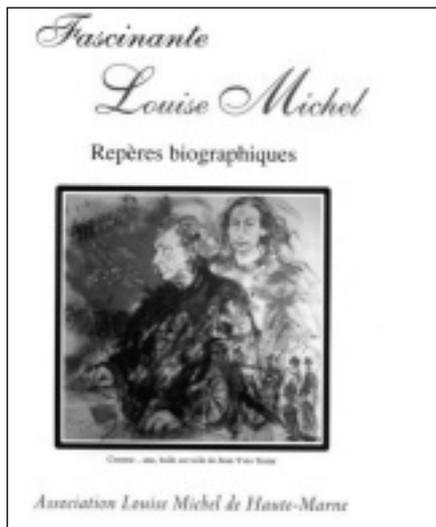
6 - Mémoire aux poings

Une Louise Michel un peu trop aseptisée

L'automne dernier, les Creusois eurent l'occasion de visiter à Aubusson une exposition sur la « fascinante Louise Michel ». Celle-ci était organisée par l'association Louise Michel de Haute-Marne (département où elle est née).

Des oublis !

Cette exposition a pu surprendre le visiteur un tant soit peu au courant de l'engagement politique de Louise Michel car en parcourant les 23 panneaux proposés, il lui aura été bien difficile de découvrir que celle-ci fut une ardente militante anarchiste ainsi que la première à arborer le drapeau noir qui devint, par la suite, l'emblème si connu du mouvement anarchiste « ...Plus de drapeau rouge mouillé du sang de nos soldats. J'arborerai le drapeau noir, portant le deuil de nos morts et de nos illusions ». Elle se réclamera de ce mouvement jusqu'à sa mort. Très tôt, elle s'engagea dans une activité politique radicale sans concession :



elle fut secrétaire de la Société démocratique de moralisation ayant pour but d'aider les ouvrières, elle fut adhérente, sinon proche, de la Première Internationale ainsi que des idées de Blanqui, auteur du fameux « Ni dieu, ni maître ». Tout cela sans oublier son rôle très important dans la Commune de Paris (1871). C'est sans doute au contact de Nathalie Lemel, une des animatrices de la Commune, déportée avec elle en Nouvelle-Calédonie, que Louise Michel devint anarchiste « Si un pouvoir quelconque pouvait faire quelque chose, c'était bien la Commune composée d'hommes d'intelligence, de courage, d'une incroyable honnêteté et qui avaient donné d'incontestables preuves de dévouement et d'énergie. Le pouvoir les annihilait, ne leur laissant plus d'implacable volonté que pour le sacrifice. C'est que le pouvoir est maudit et c'est pour cela que je suis anarchiste. »

Consensus mou

On peut se demander pourquoi de telles impasses sur les idées politiques de Louise Michel. Que ses idées et son engagement anarchistes dérangeant, c'est évident. Mais, plus banalement, cette présentation très édulcorée de Louise Michel n'a rien d'étonnant en ces temps d'apolitisme généralisé et de confusion idéologique portée à son maximum. Toute référence en ce domaine se doit d'être lisse, peu propice à la confrontation d'idées... en quelques mots, consensuellement et politiquement correcte ! Déjà, la présentation qu'en faisait l'association annonçait la couleur : « faire connaître son oeuvre », c'est-à-dire « sa lutte contre toutes les injustices, toutes les formes de racisme, pour une instruction pour tous, la dignité pour les travailleurs et le respect de toutes les cultures. » N'en jetez plus, la coupe citoyenniste est pleine à ras bord ! Surtout aucune référence explicite aux positions idéologiques, on ne peut plus claires, de Louise Michel.

Dans la lignée de l'aspect positif de la colonisation, de l'orchestration mélodramatique de la lettre de Guy Môquet et de bien d'autres révisions, cette exposition y trouve sa petite place, peut-être bien involontairement de la part de ses concepteurs. En effet, il n'est même pas sûr qu'il y ait une volonté délibérée d'occulter des positions idéologiques dérangeantes pour nombre d'humanistes bien intentionnés.

Une récupération vieille comme la « bonne Louise »

Après les calomnies, les insultes et les mensonges de son vivant, le temps de la récupération vint. Son nom est un des plus utilisés aux frontispices des écoles, collèges, lycées... De nombreuses rues nous la rappellent tous les jours. La Mairie de Paris n'hésite pas à lui rendre hommage en organisant un important colloque (2005), un prix Louise Michel (remis par le Sénat) a été créé pour « honorer » une personnalité censée défendre les valeurs républicaines. Parmi les derniers à qui ce prix a été décerné, on trouve Chirac, Balladur, Bouteflika ou encore Hosni Moubarak ! Il n'y a plus de limites au grotesque. Il ne manque juste que Sarkozy en fasse une de ces prochaines idoles politiques. Pourquoi pas, au point où on en est ?

Après être restée une semaine dans la

salle de la Bourse du travail, l'exposition a été transférée dans les locaux du lycée E. Jamot. À n'en pas douter, ce fut une belle leçon d'histoire et d'éducation civique comme on les aime aujourd'hui : révisée à souhait, débarrassée de ses oripeaux révolutionnaires, en un mot citoyenne !



Compléments biographiques

1870, elle est élue présidente du Comité de vigilance des citoyennes du 18^{ème} arrondissement de Paris. Peu après, elle se proposera pour se rendre seule à Versailles et tuer Thiers.

Mars 1871, pendant la Commune, avec un fusil sous son manteau, elle monta à l'assaut des Buttes de Montmartre pour empêcher la prise des canons de la Garde nationale par les Versaillais.

Mai 1871 (fin de la Commune), sur la barricade de Clignancourt, elle participe aux derniers combats de rue. Elle se rendra pour faire libérer sa mère, arrêtée à sa place.

Juillet 1881, elle assiste au congrès anarchiste international de Londres qui consacre la propagande par le fait comme moyen d'émancipation des travailleurs.

Mars 1883, avec E. Pouget, Louise Michel prend la tête d'une manifestation de « sans-travail » à Paris précédée du drapeau noir. Celle-ci dégenère rapidement en pillages de boulangeries et en affrontements avec les forces du désordre. Louise sera condamnée à six ans de réclusion pour « excitation au pillage ».

Août 1886, elle est condamnée à quatre mois de prison pour incitation au meurtre durant son intervention en faveur des mineurs de Decazeville.

1888, elle débute une longue série de conférences en faveur de l'anarchisme et de la grève générale.

Et ça continue ainsi jusqu'à sa mort en 1905.

Capitalisme à la poubelle - 7

Le Forum Social Limousin à Beaubreuil. 27-31 mai 2008

Les trois premiers Forums Sociaux Limousins se sont tenus au Villard en Creuse ; le quatrième, à Neuvic en Corrèze en 2006, a accentué la dynamique des précédents forums avec la participation de quelque 800 personnes. Le prochain FSL se tiendra en mai 2008, dans la « capitale » limousine, à Limoges. Le FSL ne plantera pas ses chapiteaux au coeur de la ville bourgeoise mais dans le « quartier » de Beaubreuil : 12000 habitants encerclés par autoroutes et voies rapides sans lien facile avec le centre ville.

D'ores et déjà de nombreuses associations, syndicats, groupements, partis politiques, ou simples citoyennes ou citoyens..., participant à la vie sociale et solidaire dans la Région ont exprimé leur volonté d'être présents à cette rencontre, soit dans les débats, activités, soit avec des stands ou des expositions.

Les thèmes des débats sont choisis par consensus lors des Assemblées du Forum Social qui se réunit régulièrement, l'objectif étant toujours d'aboutir à des propositions concrètes pas seulement sur les problèmes des cités, mais sur l'ensemble des problèmes de société. Ce qui ressort de nos premières rencontres pour la préparation de Beaubreuil 2008, c'est que nous ne partons pas de rien car la priorité donnée à une forme auto-organisée a été favorable à l'un des objectifs principal du FSL : permettre que le plus grand nombre de personnes, organisations, mouvements qui s'opposent au néo-libéralisme de se rencontrer librement, s'écouter les uns les autres, apprendre des expériences et des luttes des autres, débattre de propositions d'actions, s'articuler en de nouveaux réseaux et organisations.

Ce choix de fonctionnement du Forum Social Limousin conduit le groupe d'animation « à rendre le service » d'organiser l'usage de l'espace-forum, sans interférence sur le contenu qui est discuté. Nous pouvons ainsi dire que personne n'a usurpé le Forum Social Limousin et que nous avons su sortir du schéma traditionnel où les personnes écoutent passivement : le Forum travaillant comme « usine à idées » ou « incubateur » duquel émergent des mouvements de lutte.

Avant-programme

Un gros travail de préparation a commencé depuis plusieurs mois pour associer à l'initiative tous les habitants des quartiers et particulièrement les jeunes.



Par exemple un collectif de professeurs du lycée professionnel en font un objectif pédagogique qui trouvera son expression dans le Forum Social, une équipe d'intermittents du spectacle est en train de réaliser des vidéos-trottoir en direction des habitants notamment des jeunes pour réaliser un montage cinématographique sur le thème : « paroles libres » cela devant servir de support aux débats animés par des artistes, écrivains qui seront présents au Forum.

Le FSL s'était impliqué dans la manifestation « Aux urnes etc. » et souhaite réitérer cette expérience de mélange musique/politique à Beaubreuil : le collectif Latcho Drom est donc parti prenante du projet et débarquera avec deux grands chapiteaux et apportera une aide pour l'organisation de la partie festive.

Des groupes d'audience nationale et des groupes régionaux seront présents pour animer une partie festive importante (concert, animation de rue, théâtre) des films à thèmes seront projetés en présence de leurs réalisateurs sur l'ensemble de cinq jours du Forum.

Des ateliers se mettent en place autour des problèmes des banlieues et des cités, de la démocratie, de la crise sociale agricole et écologique, des droits humains et de la diversité culturelle.

Des films, débats expos, animations auront lieu pendant toute la semaine du 27

au 31 mai. Les moments forts du FSL seront le vendredi 30 après-midi et soirée et le samedi 31 toute la journée et le soir avec alternance de débats, films et concerts. Sous les chapiteaux on trouvera également des expositions, un espace librairie important (Éditions libertaires, Publico, etc.), marché paysan.

Notre volonté est que tous ceux qui veulent participer puissent le faire : toutes les initiatives (repas, concerts animations...) seront, après explication du coût de l'initiative, à « prix libres » : chacun versant selon ses possibilités.

Pour plus d'infos, pour participer et pour proposer un coup de main (c'est un très gros événement et nous aurons besoin de beaucoup de bras) : contacter pour la Creuse :

Patrick Faure 05 55 62 46 31

Site internet : <http://fslimousin.free.fr>

MAP

Les membres du FSL ne courent pas après l'audimat mais il est intéressant de remarquer que le FSL est la rencontre politique qui rassemble le plus de monde en Limousin. Cela est certainement dû au fait que le FSL a su créer un lieu où la parole est libre et où chacun ose s'exprimer. En effet le FSL est une structure informelle regroupant des individus qui s'expriment en leur nom propre et où les organisations politiques, syndicales et autres ne disposent pas d'une tribune pour s'exprimer en tant que telles. À l'heure où la majorité des organisations politiques dites « de gauche » se déchirent pour se partager les miettes de pouvoir que leur concède l'État sarkosiste, le FSL est un lieu où l'on s'intéresse d'abord au contenu. Un lieu où la réflexion ne saucissonne pas les problèmes pour proposer des solutions partielles, mais où on essaye d'appréhender le monde dans sa complexité.

8 - Culs et chemises

Droite / Gauche, l'amour incestueux

Depuis quelques mois, au conseil municipal aubussonnais, d'étranges « contradictions » politiques sont apparues à propos de la construction d'une future Maison de l'emploi (et de la formation) sur le site Philips à Aubusson.

La mise en place de ces « maisons » fait partie de la loi Borloo et celle d'Aubusson sera une des 200 déjà labellisées par le gouvernement Sarkozy. Sachant que la municipalité d'Aubusson est clairement socialiste, on peut être étonné de tant de zèle dans la concrétisation d'un projet de droite. Tout aussi étonnant est la position de l'élu de droite (UMP) fortement opposé au projet de ses amis idéologiques. Mais nous savons depuis longtemps que la plupart des hommes politiques ne sont pas à quelques profondes contradictions près.

une dizaine d'années des expositions d'art, justement dans les locaux choisis pour accueillir cette future Maison de l'emploi ! Bien évidemment, l'organisation à venir de ces expositions s'en trouverait alors perturbée, voire plus difficile. Par ce choix, le maire socialiste (M. Moine) n'est sûrement pas mécontent d'acculer à la contradiction son opposition municipale.

Les socialistes n'hésitent pas, d'ailleurs, à sortir l'artillerie lourde des arguments, type café du commerce : « quant au Salon d'art, mettre en balance 4 000 chômeurs à l'année et 1 500 visiteurs sur deux mois, ça me paraît bizarre comme analyse forte de la situation ». Art contre chômage : quelle belle tête d'affiche pour ce duel pipé PS-UMP !

La boussole idéologique s'affole

La mise en place de cette Maison de l'emploi « a été pensée, spécifiquement sur le rapprochement entre ASSEDIC et ANPE, un rapprochement exemplaire, tendance forte de la maison Borloo », dit le maire PS lui-même. Se souvient-t-il que « réunir l'ANPE, l'Unédic et les maisons de l'Emploi en un seul service » était une des promesses de campagne de Sarkozy, celle-ci ayant été, d'ailleurs, très favorablement accueillie par le Medef ? La confusion idéologique atteint des sommets (du moins en apparence) : qui pourrait y retrouver sa droite de sa gauche ? Il est vrai que depuis déjà un certain temps, nous sommes assez habitués à ce genre de confusions.

La fusion ANPE/Unédic : un projet clairement de droite

Ce projet de fusion fait partie d'un ensemble plus large qui comprend le statut du contrat de travail, la réforme du marché du travail, la sécurisation des parcours (la fameuse flexisécurité) et les systèmes d'indemnisation des chômeurs. De plus, il entérine la mise en place du DUDE (dossier unique du demandeur d'emploi) qui permettra de croiser toutes les informations professionnelles et personnelles afférant à la situation du demandeur.

Nous allons avoir là un fichage informatiquement ouvert aux opérateurs privés de placement.

Au passage, Sarkozy n'a pas oublié de préciser qu'un des rôles de cette nouvelle

entité sera de prononcer des sanctions contre les chômeurs pas assez soumis.

Il est alors clair que cette fusion va permettre de mettre en place « un outil de coercition à l'égard des demandeurs d'emploi qui seront contraints d'accepter tout et n'importe quoi » (CGT).

Pour toutes ces raisons, cette fusion constitue une véritable dangerosité sociale sans aucune ambiguïté qui n'a pas l'air de déranger le moins du monde nos chers socialistes aubussonnais.

Nous pouvons signaler un autre cas de confusion des genres politiques : c'est celui de la mise en place du RMA par le Conseil général de la Creuse. Son président socialiste (Lozach) n'a pas hésité un instant à ce que le département soit pilote en la matière alors que le moins que l'on puisse dire, c'est que ce dispositif est bien ambigu et loin d'être neutre politiquement. Malgré quelques réticences de forme, Auclair, le député creusois UMP, n'a pu qu'entériner la décision de son « adversaire » politique. Tous les deux en plein accord avec le gouvernement Sarkozy !

ANPE : Agence Nationale Pour l'Emploi.

Etablissement public créé en 1967, il collecte les offres d'emploi et les propose aux demandeurs.

Directeur : C. Charpy.

Effectifs : 30 000 agents (statut public).

Unédic : Union Nationale interprofessionnelle pour l'Emploi dans l'Industrie et le Commerce.

Association créée en 1958 et cogérée par le patronat et les syndicats pour collecter les cotisations et indemniser les chômeurs (assurance-chômage) via les Assedic.

Présidente : M. de Virville (MEDEF), auteur d'un rapport prônant le " contrat de mission ".

Effectifs : 14 000 salariés (statut privé).

RMA : Revenu Minimum d'Activité. Il est proposé aux allocataires du RMI. C'est un contrat de travail à temps partiel et à durée limitée. Sa création accentue les risques de dérégulation du marché du travail en remettant en cause le SMIC. Pour M. Touraine (membre du PS), « le RMA introduit une pression salariale à la baisse. Concrètement, l'Etat paiera pour que les entreprises disposent de main-d'oeuvre à bon marché... »

NE PEUT-ON CONCILIER L'ART ET
L'EMPLOI
SACRÉ NOM DE DIEU ?



LE PROBLÈME N'EST PAS À NU
PAR SES EMPLOYEURS,
MÊME.

JUVÈNE BERTHOUD
TEORIQUE MÔTE
CRÉATEUR ET CLAVIER
2007

Clochermerle à Aubusson

L'engagement contre la construction de cette Maison de l'emploi par l'élu municipal UMP (O. Sebenne) appuyé par son ami député du même parti (J. Auclair) relève plus, en fait, de considérations « clochermerlesques » que de véritables convictions. En effet, O. Sebenne est président d'APROART (Association pour la promotion des Arts plastiques à Aubusson et en Creuse) qui organise depuis

Pense bête juridique

Les attaques sarkoziennes tous azimuts semblent ne plus guère avoir de limites. La répression contre les mouvements sociaux, elle aussi, ne fait que s'accroître au fil des mois. Il n'y a qu'à voir comment celle-ci a évolué des mouvements lycéens de 2005 aux derniers mouvements étudiants (et lycéens) de l'automne 2007. Même si le Limousin a été beaucoup moins touché que d'autres régions, en ces temps de lutte par tous les moyens : manif, piquets de grève, blocages (facs, voies ferrées, carrefours...) voire d'autres actions militantes, voici quelques conseils.

Avant la manif

- Éviter les produits qui modifient le comportement (alcool, drogues...) ; ne pas en avoir sur soi.
- Proscrire le répertoire de tous ses amis / camarades (merci pour eux !).
- Pas de couteau ou tout ce qui peut passer pour une « arme par destination ».
- S'écrire sur la main (ou connaître par cœur) le numéro d'un avocat.
- Laisser à quelqu'un ses nom, prénom, et date de naissance, important en cas de problème ; le crier à quelqu'un en cas de problème pendant la manif.
- Avoir une pièce d'identité ou un document qui comporte son nom et une photo d'identité.

Pendant la manif

- Rester groupés, ne pas courir, ne pas donner d'autocollants de son orga aux inconnus.
- En cas d'interpellation : rester calme, le délit « d'outrage et rébellion » tombe dru !



Le contrôle d'identité

- Il ne peut pas en théorie excéder quatre heures.
- Il peut se faire sur le lieu d'interpellation ou au commissariat.
- Une « palpation de sécurité » peut être pratiquée, mais pas de fouille en règle. Si on est maltraité pendant le contrôle, il faut absolument le faire figurer sur le procès-verbal (PV).
- Si l'on n'est pas mis en garde-à-vue, demander une copie du PV d'interpellation.

Il ne faut signer que si l'on est d'accord avec ce qui figure dans le PV. Sinon, rajouter ce qui manque, et mettre un trait à la fin s'il reste du blanc sur la page.

La garde à vue (GAV)

- Elle peut être annoncée au plus tard après les quatre heures de contrôle d'identité, mais elle doit être signifiée. Elle peut durer 24 heures (à partir du moment de l'interpellation), voire 48 heures si elle est reconduite.
- IMPORTANT :
 - On a absolument le droit de se taire ou de dire que l'on n'a rien à déclarer.
 - On a le droit de savoir de quelle infraction on est accusé.
 - On a le droit de voir un médecin et un avocat. Il faut le demander à l'agent de police présent (demande renouvelable après la 24^{ème} heure de GAV).
 - Pendant la GAV, on peut subir une fouille à corps, uniquement pratiquée par un agent du même sexe.
 - Pour le PV de GAV, mêmes conseils que pour le contrôle d'identité.

Suites...

- Il vaut toujours mieux refuser la comparution immédiate. Préparer sa défense avec son avocat est toujours préférable, même si l'on encourt de la prison préventive.

En cas de violence policière

- On peut porter plainte par lettre recommandée auprès du doyen des juges d'instruction, auprès de l'IGS et de la CNDS.
- Penser à prendre des photos des blessures...
- Garder son t-shirt sanguinolent si c'est le cas !
- Demander une interruption temporaire de travail (ITT) aux urgences ou à son médecin.
- Contacter une association luttant contre les violences policières.

Il y a des risques à lutter, mais rappelez-vous que l'on n'est sûr de perdre que les luttes que l'on ne mène pas !

SRA (Solidarité Résistance Antifasciste) : <http://solidarite.samizdat.net/>

À consulter :

<http://rebellyon.info/article1410.html>



Pour vous aider à répondre à ces questions et à organiser votre défense individuelle ou collective. *Face à la police / Face à la justice* propose une vue d'ensemble des procédures pénales courantes.

Ce guide ne s'imagine pas que la procédure pénale représente en quoi que ce soit une parade absolue pour ceux et celles qui se sont fait arrêter. Mais si la machine répressive est arbitraire, elle doit pourtant agir au nom du droit : connaître celui-ci, c'est apprendre la langue de son ennemi, c'est pouvoir se repérer dans les méandres de ces dispositifs de répression.

Il devient parfois possible d'échapper aux pièges les plus grossiers et d'user de tous les moyens, même légaux, pour s'en sortir au mieux.

Face à la police / Face à la justice d'Élie Escondida et Dante Timélos.

Éditions Altiplano

www.guidejuridique.net



10 - Mauvaises fréquentations

Le drapeau noir flotte sur la Science-Fiction

« Né en 1935, Pierre Marison adore qu'on l'aime, a horreur qu'on l'emmerde ; habite dans la Creuse et publie depuis une dizaine d'années... » c'est ainsi que se définit Pierre MARLSON, au dos d'un de ses ouvrages. Cet auteur de SF habite à côté d'Aubusson. Il fut l'un des organisateurs d'un Festival de Science-Fiction en 1979 à Aubusson auquel participèrent entre autres Yves Frémion, Jean-Claude Forest, Mézières, Druillet, Grichka Bogdanoff, Michel Jeury... Il a collaboré à IRL (Informations Recueillies à Lyon).

Creuse-Citron : Tu es creusois depuis longtemps ?

Pierre Marison : Je suis né à Aubusson en 1935 et j'y suis toujours.

Comme quoi on peut écrire de la SF à Aubusson.

Y a pas de raison, surtout qu'actuellement on vit la révolution de l'informatique, ça peut être dangereux mais en même temps ça ramène une égalité face à l'information entre les gens où qu'ils soient.

Je suis content de voir qu'un gars comme Jean-Marc Raynaud des Éditions libertaires m'ait contacté par l'intermédiaire du blog « anarchie23 » qui avait échangé des infos sur moi avec le blog [Aubusson] de Jean-Noël Saintrapt. Alors ça m'a relancé parce que malgré mon âge ça m'intéresse toujours.

Tu continues à écrire ?

Oui j'ai toujours écrit depuis trente ans, j'entassais dans mes tiroirs. Du coup j'ai ressorti mes manuscrits et j'ai quinze romans à proposer.

Peux-tu nous dresser un petit tableau de la Science Fiction française de la fin des années 70 ?

Il y avait un mouvement en France qui était la SF politique : on voulait faire de la politique dans des romans, des nouvelles, des contes... Il y avait Bernard Blanc qui s'occupait de ça, il était hargneux, volontaire, antimilitariste, plus que moi (parce que dans les Compagnons de la Marciliague on est bien contents de trouver les militaires pour tomber sur les fachos, je m'amuse beaucoup avec ce genre de truc, je prends les choses à contre pied). Bon, moi j'étais là-dedans, j'écrivais de la SF et je me suis aperçu que j'étais jugé dans le coup.

C'est une période de SF qui a duré une dizaine d'années environ de 1975 à 1985 et après ça s'est tassé.

Il y avait une vraie effervescence, je lisais des nouvelles en public aux rassemblements du Larzac.

J'ai publié *Les Compagnons de la Marciliague* en 1977, puis *Désert* qui est sûrement plus radical. Les compagnons c'est de la petite histoire à la Robert Merle.



Flash ; priorité absolue : « Une centrale atomique vient d'exploser. Le tiers d'un département est coupé du reste du pays par une barrière radioactive... ». Que va devenir la population isolée ? Il faut survivre, et aussi vivre. Rapidement va naître une micro-société, véritable communauté libertaire. Cependant qu'au-delà de ces nouvelles frontières, les forces de l'ordre se préparent à la reconquête future. Sur cet échiquier, où deux types de civilisation sont prêts à l'affrontement, un pion imprévisible intervient : un ingénieur inventeur...

Toute cette SF politique était plutôt libertaire et écologiste dans sa thématique.

Comment ça se fait que les autres courants politiques de gauche n'étaient pas représentés ?

On rejetait tout ce qui était totalitaire. Pour des gens comme moi le stalinisme et l'hitlérisme c'est blanc bonnet et bonnet blanc.

Moi j'ai écrit mes bouquins sur une idée très simple tirée de Michel Bakounine qui disait qu'il n'était pas communiste et qu'il ne le serait jamais. Pour justifier cette idée il disait : c'est la situation qui fait l'homme et jamais l'inverse. C'est pour ça qu'on ne peut pas être communiste parce que si on crée une situation avant de modifier l'homme on va soumettre l'homme à une tyrannie épouvantable. Bakounine était un visionnaire.

Dans mes bouquins, par exemple dans les *Compagnons*, il y a les militaires qui deviennent anars grâce à la situation, ceux qui veulent créer une situation c'est les fachos et c'est eux qui se font tuer.

Cette position politique tu la partages avec les autres ?

Oui, il y avait Andrevon, René Durand, Frémion, Francis Valéry...

On retrouve des thèmes qui étaient ceux de ces années-là : la lutte anti-nucléaire, les communautés, la recherche et la construction d'une contre culture et d'une contre société.

Je ne dis pas contre société mais autre société, essayer de vivre autrement, libres et égaux, c'est un programme

énorme. Si on prend au sérieux les trois devises de la république, liberté – égalité – fraternité, on fout tout en l'air. Si on les applique c'est un bouleversement absolu, ça fout en l'air tous les totalitarismes, ça leur interdit d'exister, même dans l'esprit.

C'est ce que j'aime bien dans *Les Dépossédés* d'Ursula Le Guin. Ce bouquin m'a enthousiasmé c'est même mieux qu'un livre de théorie. On voit des personnages se poser des questions dont on n'imagine même pas qu'elles peuvent se poser. Au lieu de faire une construction un peu théorique qui débouche sur une utopie, une tyrannie, Ursula met des personnages en jeu à l'échelle de deux planètes. Son idée géniale c'est de dire qu'il y en a une qui est la lune de l'autre, il y en a une où on a exilé tous les anars tous les gauchistes, tous les chieurs et c'est cette planète-là qui réussit. Ça c'est formidable, parce que justement Ursula se pose des problèmes concrets,

Il y a un écrivain, G.-J. Arnaud, auteur de la « *La Compagnie des glaces* », qui se définit comme un travailleur de la littérature et dont je trouve l'idéologie assez libertaire. Le connais-tu ?

Oui je le connais, il a des idées très très bien. C'est quelqu'un qui est très concret, il ne se voile pas la face et ne sous estime pas l'adversaire. Il a trouvé un cadre et système qui marchent pour développer des personnages intéressants. C'est la situation qui fait l'homme chez lui et il met en scène des individus qui sont en prise avec des systèmes policiers

et qui réussissent à les battre en brèche. Avec cette saga romanesque Arnaud poursuit la tradition des feuilletonistes de la fin du XIX^{ème} et du début du XX^{ème} siècle comme Paul Féval ou Michel Zévaco (journaliste anarchiste et écrivain). Le héros de Zévaco est un vrai anarchiste, il est contre tout. C'était l'époque des Pieds Nickelés, idéologiquement ils sont épantés, avec une joie de vivre.

Moi j'ai des histoires qui sont rigolotes comme ça, au fond. Une de mes nouvelles « Doux froid bel amour », qui sera peut-être éditée par les Éditions libertaires, met en scène un flic qui est un anti-héros, content de lui, fier, il est là



Des relations de la plus-value, de la force de travail et de la valeur d'usage (1982) in Lard-Frit n° 5, 1982

pour faire le bien et il n'arrête pas de faire des conneries, il veut faire son devoir, c'est le vrai scout, naïf, pris dans toutes sortes d'intrigues il ne voit rien.

Je trouve le titre d'une de tes nouvelles un peu situationniste « des structures de la parenté dans l'amélioration de la sécurité routière » ?

En fait il s'agissait de l'histoire d'un sous-préfet en train de sodomiser la femme d'un automobiliste. C'était paru dans « Les lolos de Vénus » une anthologie chez Kesselring. C'était vraiment pour rigoler, c'était de la provocation, mais c'était voulu par l'anthologiste, Bernard Blanc qui avait dit « foutez-nous du cul et plein la gueule ».

J'ai trouvé pas mal d'infos intéressantes sur un portail qui s'appelle

NooSFere, dédié à la SF française : on y trouve une bibliographie complète avec toutes les revues dans lesquelles ont été publiées tes nouvelles.

J'ai pas mal publié dans *Phénix*, dans *SF et quotidien*, dans *Fiction*. Depuis ma première nouvelle publiée qui s'appelle « Vengeance de Cloriane », je n'ai jamais changé. Je n'ai pas suivi la mode, la mode est venue à moi. Et même dans mon écriture il y a des recherches d'écriture pure : ce que j'essaye de représenter quand j'écris, ce n'est pas ce qu'est réputé penser le personnage, j'essaye de rendre des états de conscience. J'ai l'intention au maximum de fournir des états de conscience qui forment un récit. Il n'y a pas besoin de dire « il était une fois », c'est des conventions, on peut en inventer d'autres. C'est très proche des séries TV mais elles sont traitées à la manière traditionnelle. Ce que j'essaye de faire en fait, c'est ce qu'ont fait les auteurs qui me plaisent, Proust, Faulkner. Quand on commence à lire *Sound and fury* de Faulkner on lit trente pages et on se dit « ah il y a un exposé préliminaire, puis je vais découvrir l'histoire », et puis au milieu on se le dit toujours et à la fin on se le dit encore. Quand on a fini le bouquin et qu'on a vu qu'il n'y avait rien de raconté, on s'aperçoit que tout était fourni et qu'on l'a absorbé osmotiquement.

À l'époque il y avait une volonté chez les auteurs de SF de soigner l'écriture et on a suivi toute l'évolution littéraire : on était néo-romanesque aussi. C'était pas qu'on voulait faire du nouveau roman, c'est qu'on l'avait absorbé.

La Sf des années soixante dix nous décrivait ce vers quoi il ne fallait pas aller, mais aujourd'hui on a malheureusement l'impression d'y être arrivés. Y a-t-il encore la place pour une écriture de ce vers quoi il ne faut pas aller ?

Ça, c'est ce qu'on dit tout le temps, mais on peut toujours trouver pire. C'est sombre comme perspective, mais on a pu dire que dans mes histoires il était toujours trop tard !

Je pensais aux romans de SF préhistorique comme ceux de Jean Auel « Les enfants de la terre », c'est une veine qui t'intéresse ?

Oui j'aime bien, je l'ai tout lu. Mais je préfère *La guerre du feu* de Rosny Ainé. Je suis né au monde intellectuel avec *La Guerre du feu*.

La société de cette époque-là était basée sur l'échange et pas sur le commerce, les gens se déplaçaient et partageaient leur savoir.

Il s'entraidaient et ne pouvaient pas faire autrement. Les gens ne pouvaient pas se payer le luxe de se faire la guerre, ils n'étaient pas assez nombreux. Ils se fédéraient.

Il y a mieux et pire que la SF, as-tu entendu parler de « Second life » Ce monde virtuel où sont maintenant présentes les grandes entreprises, les banques et même l'armée française, et où circule de l'argent qui n'est pas du tout virtuel ?

C'est ni plus ni moins que la schizophrénie mise en valeur. Internet c'est comme la Télé, il ne faut pas se droguer avec, il faut l'utiliser pour faire quelque chose, il ne faut pas l'utiliser pour être perdu dans un rêve. Il y a des fois où je me suis interrogé sur le cinéma et la littérature, parce que ça fournit des substituts de passions violentes, comme le disait Huxley dans *Le meilleur des mondes*.

Repères bibliographiques

Pierre Marlson

Les Compagnons de la Marciliague, ENCRE, l'Utopie tout de suite, 1979.

Désert ! Kesselring, Ici et maintenant, 1979.

L'Empire du peuple (en coll. avec Albert HIGON), Albin Michel, Super fiction, 1977.

Hyménophage, Ponte Mirone, Écrits possibles, 1978.

Des métiers d'avenir (anthologie), Ponte Mirone, Espaces mondes, 1979.

Et une vingtaine de nouvelles dans des recueils, comme *Présence du futur* chez Denoël, ou des revues comme *Phénix*, *SF et quotidien*, *Fiction*, *Lard-Frit*, etc.

Les livres de Pierre Marlson ne sont plus disponibles en librairie mais se trouvent facilement en bibliothèque ou en occasion.

Rosny Ainé, *La Guerre du feu*, Hachette.

Ursula Le Guin, *Les Dépossédés*, Le Livre de Poche, 2006.

G.-J. Arnaud, *La Compagnie des glaces*, Fleuve Noir Science fiction.

nooSFere est une association qui a pour but de promouvoir la science-fiction de langue française, au travers du site web : <http://www.nooSFere.com>

Liberté du commerce

Pendant longtemps, le féminisme a défendu l'égalité sexuelle. C'est cette idée qui a poussé Master et Johnson, puis Shere Hite, à explorer la sexualité humaine. On a donc "découvert" ce que des tripotées de petits malins et de petites futées savaient déjà malgré la religion, la culture patriarcale et la cupidité mercantile : que les femmes ont une sensualité propre, conditionnée par leurs organes particuliers, et qui a peu à voir avec la flagornerie sexuelle. On aurait pu en déduire que les rapports sexuels autoritaires et unilatéraux étaient aliénants. Tel n'a pas été le cas. Au contraire, un front disparate où on trouve nombre de libertaires se lève pour les vanter d'être libérateurs.

Avec le règlementarisme ressurgit la source historique du règlementarisme : le Code Napoléon, dont on sait comment il fut émancipateur pour les femmes. La maman et la putain ont en commun de n'avoir pas l'usage de leur sexe. La putain sans mac est aussi libre que le fameux elfe de maison de J.K. Rawlins : "Dobby est libre, Harry Potter. Libre d'obéir à qui il veut." Le plaisir que peut donner le corps féminin ne doit pas être confisqué, ni même partagé par les femmes. Du point de vue de la castration féminine, la société de consommation aura été aussi efficace que l'Église catholique. À qui profite ce désolant état de fait ?

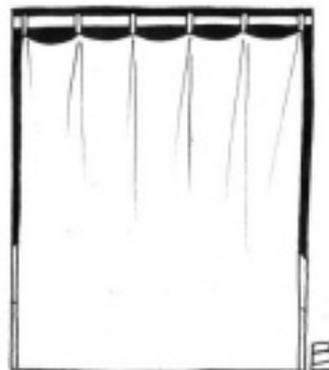
La question de la marchandisation de la sexualité ne se pose pas dans un contexte neutre. Au plus fort de la guerre économique, elle concerne un secteur promoteur du commerce. Peut-on acheter les gens pour leur faire faire ce que l'on veut ? Il est certain que pour les putains concernées, la prostitution "libre" et la prostitution "de trafic" ne recouvrent pas la même réalité. Mais pour la plupart des clients, il ne s'agit que des différents secteurs d'un marché, et ils sont un certain nombre à passer indifféremment des eros centers aux bordels d'enfants. Une fois admis que verser du fric autorise à user de l'autre sans se soucier de lui, les limites de l'acceptable et de l'autorisé entrent dans un flou terriblement excitant pour les uns, lucratif pour les autres. Le droit de disposer à sa guise du corps d'autrui est une conséquence peu revendiquée du droit de se vendre. Ce droit est celui d'imposer. L'antithèse de la pute, ce n'est pas l'épouse, c'est la grosse jouis-

seuse épanouie. Ferreri dans *La grande bouffe* l'exprime à merveille : la femme qui y incarne la puissance et la liberté assume avec une tranquille amoralité ses appétits, tandis que les putains apparaissent dans leur rôle fatalement subalterne comme des jouets interchangeables. C'est leur anonymat qu'on leur achète, bien plus que l'usage de leur corps.

Dans la grande foire des arguments pitoyables, on parle de jalousie, de pudibonderie, et même de putophobie. On n'imagine pas que les abolitionnistes puissent dégueuler la soumission sexuelle, ou un mercantilisme qui prendrait possession de nous jusqu'au fin fond de notre imaginaire, de nos organes. Despentès et les proputes nous resservent

de clandestins, et en facilitant ses formes les plus atroces, sans parler des trafics annexes et concomitants : armes, came et blanchiment. Prétendre adoucir la prostitution est aussi réaliste que vouloir donner au capitalisme un visage humain. Et un gros nez rouge ? Pour qui veut défendre la réglementation, le seul argument valable est que ça rapporte du fric à l'État concerné, c'est-à-dire aux plus friqués de l'État en question, qui sont les premiers à bénéficier de la manne des abattements de charges, crédits d'impôts et circuits lucratifs où investir leur braise à tour de bras. Ainsi moult libertaires défendent-ils la prospérité des riches, et préfèrent-ils pointer bêtement au Cidunati du cul plutôt que d'abolir le salariat.

LIBERTÉ, LIBERTÉ, CHÉRIE.



le dogme réchauffé de l'inégalité sexuelle et on crie à une révolution dans le féminisme. La révolution sexuelle, elle, semble s'être perdue dans les entrepôts discount d'un hypermarché planétaire. Il suffit de regarder le PIB des États proxénètes pour se douter que la question posée n'est pas celle des droits humains. La réglementation fait entrer le sexe dans le cadre du travail, lequel tend, on l'aura remarqué, à la déréglementation la plus sauvage. Pourquoi un proxénète devenu entrepreneur en userait-il autrement avec ses putes qu'Areva, Coca-Cola ou Elf-Total-Fina avec leurs tâcherons ? Aux dernières nouvelles, les eros centers protègent mal de la cupidité patronale, de la violence des clients. Par contre tous les pays règlementaristes ont vu la prostitution se développer considérablement, sans qu'y change la proportion

Quant aux has-been qui préfèrent se pignoler que toucher un corps servile, que le ventre vide effraie moins que le lèche-cul, ceux qui sont fiers de n'être ni putes ni clients, qui méprisent l'argent et chérissent la liberté, leur avenir est sombre. "Liberté d'entreprendre, liberté du commerce, liberté de se vendre"... Arf ! N'en jetez plus, la cour est pleine.

Laurence Biberfeld

Quelques références pour se repérer dans la jungle libertaire de cette polémique :

King Kong théorie de V. Despentès.

Fières d'être putes de maîtresse Nikita et T. Shaffauser (Ed. Altiplano).

Les textes de l'association *Les Putes* (lesputes.org).

Site de *L'en Dehors* (*Sex Workers*).

**L'opinion dominante c'est comme une vapeur qu'on respire.
C'est une intoxication indolore.**

L'Europe rêve de moutons électroniques

Dans le Limousin, il n'y a pas que des vaches ! On y trouve aussi beaucoup de moutons, de chèvres, de chevaux... Le puçage (implantation d'une puce RFID sous la peau) prévu à partir du 1er janvier 2008 va s'appliquer en Creuse et ailleurs. Des luttes et une résistance à cette énième pression technologique sont-elles au programme ? Côté FNSEA, rien à attendre, au contraire ; côté Confédération Paysanne qu'en sera-t-il ?

Des éleveurs de plusieurs régions tentent de s'opposer à cette obligation, voici ci-dessous leur appel.

Pourquoi nous refusons le marquage électronique des brebis et nous nous débattons dans le monde qui le produit

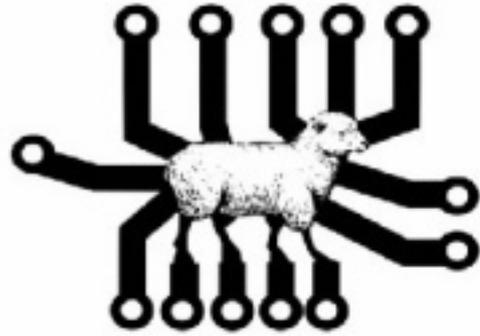
Au 1er janvier 2008, l'ensemble du cheptel ovin et caprin de la communauté Européenne doit être identifié avec des puces électroniques pour répondre aux exigences industrielles de « sécurité alimentaire » (règlement CE no21/2004 du conseil du 17/12/2003). Ces mouchards arrivent à une époque où la machine industrielle s'emballa au rythme des crises sanitaires (grippe aviaire, vache folle, fièvre aphteuse...). Le dernier moyen de maintenir l'illusion d'une maîtrise est de considérer les éleveurs comme des risques industriels potentiels. Il faut donc assurer leur flicage.

Dans la marche du progrès, refuser le puçage électronique des brebis peut paraître anodin. Pourtant, cette nouvelle mesure de traçabilité, nous la prenons en pleine figure car nous savons qu'elle nous pousse un peu plus loin dans un monde où l'on commence à se sentir de trop.

L'élevage n'est pas seulement une industrie produisant du lait ou de la viande. La domestication n'est pas seulement la soumission d'un animal, c'est aussi un long compagnonnage commencé à la révolution du néolithique. Ces interdépendances influencent depuis dix mille ans nos relations aux animaux, aux humains et au monde. Cette longue compagnie a participé à construire nos imaginaires, nos mythes, notre culture. Avec le puçage électronique, toute cette partie de l'histoire de notre humanité est anéantie, détruite, niée.

Comme la plupart des professions, une part de plus en plus importante de nos activités est régie par un ailleurs : normes industrielles, obligation de s'expliquer, permanence de la suspicion à notre égard. Cela suffit ! Pour nous, il ne s'agit pas de se justifier. Nous ne voulons plus cogérer les modalités de notre soumission. Nous ne voulons plus nous « adapter ». Nous ne pouvons regarder nos brebis se transformer en machine, en émetteur - récepteur sans rien dire. Dans un monde où l'humiliation est devenue tellement familière que l'on ne la reconnaît plus, où le contrôle ne choque plus personne et peut même être citoyen ou participatif, nous avons fait comme tout le monde. Nous avons fait profil bas, nous avons ménagé les administrations et entretenu notre asservissement au système des primes agricoles en traînant les pieds face aux « nouveautés ».

Aujourd'hui refuser le puçage électronique, c'est voir son troupeau euthanasié. Malgré tout, si nous prenons publiquement la parole, c'est que nous ne voulons pas plonger dans l'aigreur et le désespoir que génère la résignation « de toute façon ça se fera »,



« les gens ne comprennent rien », « le monde est devenu fou », « on n'arrête pas le progrès ».

La révolution industrielle a réalisé la volonté de tout transformer en machine. Après les outils, il est question aujourd'hui des animaux domestiques avec le marquage électronique. Vient le tour du cheptel humain. Déjà, il est question de bornes biométriques dans les cantines, de fichier ADN, de cartes d'identités biométriques... Ce puissant processus de mécanisation du monde vivant est en train de détruire tout ce qui fait que l'humain n'est pas seulement une construction biologique usinable à merci.

Nous avons encore quelques espoirs mais ils peuvent disparaître si l'on continue à se taire, à baisser la tête, à laisser échapper ce que l'on a dans les mains. Ici, il s'agit pour nous de conserver quelques chances d'élever des bêtes à peu près dignement, de ne pas collaborer par notre silence à l'automatisation et à la déshumanisation de l'élevage, à la transformation définitive des bêtes en marchandise et à notre enfermement dans un monde invivable pour les brebis et pour nous tous.

Nous, bergers des plaines, des causses et des montagnes, réunis pour notre sauvegarde, appelons toutes et tous à refuser les entraves électroniques. Nos troupeaux ne sont pas des machines et nous n'habitons pas dans des usines. Nous vous invitons à reproduire ce texte, et à en parler autour de vous.

Signé : **Des bergères et bergers opposés à la mécanisation de la vie. Août 2007.**

Pour poursuivre, contact :

Groupe nord-ouest: bergerouest@no-log.org

Groupe sud-ouest: *Bergères et bergers languedociens, rue du Port 81500 Lavaur.*

Groupe sud-est: *Léon Nampepusse, ancienne école 84400 Sivergues.*

Abonnement à Creuse-Citron

Les frais d'envoi postaux sont de 1,25 € par numéro. Creuse-Citron étant à prix libre, vous pouvez ajouter ce que vous voulez, sachant que le coût de fabrication d'un numéro est de 50 cts.

1 an (4 n°) = 5€ (frais de port) + ... (prix libre) / 2 ans (8 n°) = 10€ (frais de port) + ... (prix libre)

20 ans (80 numéros) = 100€ (frais de port) + ... (prix libre)

Indiquez le nombre de numéros que vous désirez recevoir, libellez votre chèque à l'ordre de Citron Libre et adressez-le à Creuse-Citron C/o CNT 23 BP 2 23 000 Sainte-Feyre.

14 - Mauvaises lectures



La tyrannie technologique, ouvrage collectif, l'Échappée, 2007.

Que disent les apologistes du progrès technique (presque tout le monde donc) ? « Les découvertes scientifiques, les innovations techniques, et les objets nouveaux qu'ils permettent de produire sont neutres en eux-mêmes ; c'est l'usage qu'en font les individus et la société qui les rendent bons ou mauvais, hostiles ou favorables aux hommes et à leur liberté. Le progrès techno-scienti-

fique est donc à priori souhaitable, et se confond avec le progrès de l'humanité ».

Les éditions de l'Échappée, proches du groupe Offensive libertaire et sociale, publient un recueil d'articles afin de dénoncer cette idéologie et les nouvelles formes de domination qu'elle dissimule.

Les auteurs analysent successivement diverses technologies récentes et leurs implications : le portable, dans un excellent texte dû au groupe « Pièces et main d'œuvre » ; les écrans ; internet (dont la critique radicale semble désormais impensable pour beaucoup). Un article s'efforce enfin d'éclairer les très inquiétantes et inédites conséquences de la biométrie, non seulement du point de vue du contrôle social, mais aussi dans la

transformation des rapports de l'homme avec lui-même et avec les machines.

Le livre s'ouvre sur une longue introduction reprenant de manière synthétique les principaux arguments contre le progressisme technophile, et détaille les multiples régressions sociales et humaines qu'entraîne l'actuel déferlement technologique. Le texte répond aux habituelles objections que rencontre cette critique (idéalisation réactionnaire du passé, oubli de la domination économique et politique, absence de perspectives pratiques, etc.). On trouve en annexe divers tracts, une bibliographie, et la « plateforme critique de la recherche scientifique » du groupe Oblomoff.



Espagne 36. Les affiches des combattant-e-s de la liberté 23x28 cm, 176 pages quadrichromie papier glacé. Les Éditions Libertaires. 2006. 160 pages. 35 euros.

Après un premier volume somptueux consacré à la révolution espagnole de 1936-39, les Éditions libertaires prolongent notre voyage à travers un épisode de l'histoire du XXème siècle

que nombre d'historiens continuent d'ignorer, de cacher, voire de falsifier.

Il s'agit de découvrir à travers 250 affiches, cartes postales, timbres... le parcours et l'action de ces femmes et de ces hommes qui combattirent pour la liberté et l'égalité :

- en Espagne entre 1936 et 1939, lâchés par les démocraties et trahis par les staliens

- en France entre 1939 et 1944, dans les camps de concentration et au sein de la Résistance

- contre le franquisme (en Espagne, depuis la France), dernier avatar du fascisme européen, jusqu'à la mort du Caudillo en 1975.

Chaque affiche, timbre, carte postale, étudié individuellement, nous livre le point de vue partiel, voire partial, du graphiste et du commanditaire. À travers ces

deux volumes, leur pari est de montrer comment ces mêmes supports, classés chronologiquement et thématiquement nous révèlent plus que leur simple compilation :

- elles dévoilent les valeurs humaines des dessinateurs

- elles mettent en lumière les aspirations sociales des commanditaires

- elles suggèrent la manière dont les émetteurs (graphistes et commanditaires) considèrent le lecteur et l'état de la conscience sociale et politique des individus (de la société) à qui elles s'adressent.

Deux livres d'arts produits par des anars à comparer à ce que nous proposent aujourd'hui la publicité et les partis politiques et notamment celle des candidat-e-s à la présidence de la République de 2007.



Anthologie de la connerie militariste d'expression française, vol. 1, 2, 3, choix établi par Lucien Seroux, couvertures de Jacques Tardi, AAEL, BP 32334, 31023 Toulouse Cedex 1, 273 pages, 13 euros.

Le premier volume d'une œuvre qui s'annonce monumentale, puisque souhaitant établir une « Anthologie de la connerie militariste d'expression française » regroupe trois chapitres, consacrés à la préparation militariste. La lecture de ce recueil est essentiel à la bonne santé morale et intellectuelle, utile aussi pour décoder la connerie militariste actuelle, parfois plus subtile, mais reposant sur les mêmes vieux ressorts. A lire d'urgence ! Le deuxième volume de cette vaste anthologie est un recueil d'illustrations et de citations puisées dans la presse, la littérature, les discours officiels et les manuels scolaires. Certains mots font frémir, d'autres amènent la nausée, mais la lecture de ces écrits constitue une sorte de vaccin. Car la maladie sévit toujours... dans les stades, par exemple. Il y a peu, un ministre de l'Intérieur souhaitait même nettoyer la banlieue au Kärcher... peut-être comme un vulgaire para « nettoyant » le bled de ses fellagas. Et Dieu ?... il est l'invité vedette du tome3. Et le goupillon fidèle allié du sabre s'en donne à cœur joie dans le cléricisme primaire.

Ces trois volumes sont très abondamment illustrés.

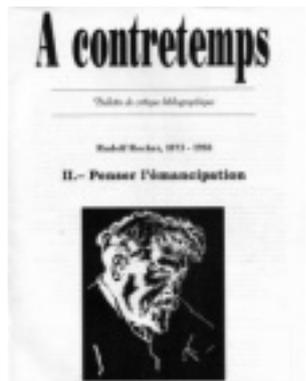


La faim, la bagnole, le blé et nous de Fabrice Nicolino, Fayard, 2007.

En complément de l'article « Comment faire du blé avec du maïs » paru dans Creuse-Citron n°14, signalons la parution de cette enquête très documentée - doublée d'une virulente dénonciation - consacrée aux 'biocarburants'.



La quantité et la qualité des publications libertaires ou proches de ce courant de pensée ne faiblissent pas : toujours beaucoup de choses intéressantes qui ne demandent qu'à être lues par le plus grand nombre !



Commençons par l'excellent nouveau numéro de **Réfractions** (n° 19 hiver 2007-2008) qui est consacré aux « Politiques de la peur ». En ouverture de ce dossier, Jean-Pierre Garnier nous rappelle que « le gouvernement par la peur est une recette aussi vieille que la domination ». Principale ossature de toute la politique française, « notre » PEUR doit être maîtrisée voire contrôlée afin qu'elle nous soit supportable sans être source de danger pour « leur » paix sociale. Cependant elle doit être entretenue sans relâche car pour « tous ceux qui profitent de la domination et de l'injustice (...), faire naître, ou favoriser des peurs : peur de l'étranger, de ces -sans- qui sont de plus en plus nombreux dans nos rues à tendre la main (...) » est un ingrédient indispensable à leur politique de désocialisation et de destruction. Mais dans nos démocraties, « le recours à ce sentiment peu avouable » n'est guère reconnu ouvertement. « Nos moeurs libérales tolèrent mal les intimidations trop évidentes, le consentement est sollicité pour éviter ou cacher la coercition, les peurs latentes sont canalisées pour obtenir l'adhésion ». Vu l'état d'esprit ambiant, que de travail en perspective pour les derniers immunisés contre cette puissante phobie généralisée !

Un certain optimisme est de mise au **Combat syndicaliste CNT- AIT** (n° 213 – novembre 2007) avec le petit dossier sur l'autogestion qu'ils nous proposent. Loin d'être un bilan, même partiel, ce dossier se veut plutôt une « mise en perspective d'une histoire déjà riche de succès et de renoncements ». Deux exemples nous sont présentés : le site minier de Tower Colliery (Pays de Galles), largement

popularisé avec le documentaire de Jean-Michel Carré *Les Charbons ardents* ainsi que la coopérative basque espagnole, Mondragon, maintenant vieille de plus d'un demi siècle. Beaucoup d'ambivalence dans ces expériences, des interrogations, des déceptions... mais aussi un plein d'espoirs qui fait que le renoncement n'est toujours pas à l'ordre du jour !

Le petit bulletin de critique bibliographique, *A contretemps*, dans son numéro d'octobre 2007 (n° 28) nous livre la fin de son diptyque consacré à Rudolf Rocker (1873-1958), incontournable militant allemand (pas assez connu en France). Le premier volet *Mémoires d'anarchie* se voulait, pour l'essentiel, autobiographique. Ce deuxième volet *Penser l'émancipation* examine deux aspects importants de son parcours théorique et militant : « d'une part, sa participation à l'expérience anarcho-syndicaliste de la FAUD allemande au cours des années 1920 et 1930 et, d'autre part, l'évolution progressive de son anarchisme, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, vers un socialisme libertaire pragmatique et débarrassé de toute dimension de classe ». Ce dernier aspect, toujours assez polémique, est présenté par Gaël Cheptou dans un très bon texte *La liberté par en bas* qui devrait être source de réflexion pour tous ceux qui s'interrogent inlassablement sur un futur possible d'une société plus juste, libertaire en un mot.



Avec son numéro 14 (printemps/été 2007), le journal des précaires en lutte !, *L'empêcheur* donne l'occasion à Christophe d'expliquer en détail le « peer to peer », P2P (autonomie et coopération en acte). Il reprend, en partie, ce que Michel Bauwens a exposé, à ce propos, à Limoges lors d'une conférence organisée par le Cercle A.Gramsci. L'expression anglaise « peer to peer » (littéralement « pair à

pair ») est surtout employée par rapport au piratage de musique sur internet. « En fait, - pair à pair - signifie surtout que nous sommes en présence d'une relation qui se veut égalitaire, sans hiérarchie. Les pratiques auxquelles elle renvoie s'appuient sur des principes de coopération, d'échanges et de gratuité. Le dénominateur commun de ces pratiques serait de la production de valeur d'usage.(...) Le P2P est l'ébauche d'une nouvelle forme d'organisation sociale ». À lire pour mieux comprendre la portée politique de cette pratique souvent assimilée à une simple magouille de bobos sur-informatisés.



Offensive reste toujours à la hauteur de sa réputation de trimestriel libertaire de très bonne qualité. Après son numéro de septembre 2007 (n° 15) dont le dossier était consacré à l'autonomie et la démocratie directe (commune, conseils, assemblées) – on ne peut plus d'actualité avec les prochaines municipales de 2008 -, voici qu'avec son dernier numéro (n° 16 – décembre 2007), il propose un dossier sur la prostitution, *PUTAIN de sexisme !*, sujet hautement polémique jusque dans les milieux libertaires : pour « la liberté de se prostituer » ou pour « l'abolition de la prostitution ». Que ne se souvient du « King Kong théorie » de Virginie Despentes qui n'a toujours pas fini d'alimenter les contreverses ? Notre Laurence n'a pas eu peur de se jeter dans les « eaux troubles » de ce débat (cf article dans ce numéro de *Creuse-Citron*) !

À lire dans le dernier hors-série du *Monde Libertaire* (n° 33 – du 27/12 au 16/01), deux textes des plus hispaniques : une nouvelle de Jean-Pierre Levaray *Lorsque l'histoire se fait personnelle* sur ces disparus des fosses communes franquistes et un article de Freddy Gomez *Les guerres de Cipriano* à propos de cet ouvrier maçon devenu « chef » de guerre pendant la révolution espagnole de 36.

Francis LAVEIX

16 - Vous êtes cernés

Comprenez qui voudra...

« En ce temps-là, pour ne pas châtier les coupables, on maltraitait les filles. On alla même jusqu'à les tondre. »

Paul Eluard (2 décembre 1944)

Mémoire à Vif

propose une réflexion sur les femmes tondues, moment douloureux et encore tabou de la Libération, avec :

- La lecture par l'auteur de *La Recluse*, roman d'Odette Laplace-Estorgues, inspiré de l'affaire d'une Sanfloraine qui a vécu recluse pendant des années après avoir été tondu en place publique.
- la projection des films de Jean-Gabriel Périot *Eut-elle été criminelle* (9mn) et de Jean-Pierre Carlon *Tondues en 44* (52mn)
- Un débat avec Alain Brossat, philosophe et auteur de *Les tondues. Un carnaval moche*.

Samedi 29 mars à partir de 15h30

Théâtre Expression 7

Rue de la Réforme à Limoges



5ème Forum Social Limousin

27-31 mai 2008

Cité Beaubleuil à Limoges

Infos : 05 55 35 51 24 <http://fslimousin.free.fr>
Voir article p.7 de ce numéro



Où trouver Creuse-Citron ?

Aubusson :

Bar *Au Fabuleux Destin*, 6 rue Roger Cerclier.

Bar *L'Avant-scène*, Centre Jean Lurçat.

Champagnat : Snack-bar *Aux deux Pas d'là*.

Champagnat / St Domet : Etang de la Naute

Champagnat : Bar *Le Relais* Montelladonne

Chaussidoux : Bar Restaurant *La Stabu*.

Chavanat La Roussille : Le Papillon rouge

Crocq : La taverne du Crocquant, 47 grande rue

Eymoutiers : Librairie Passe-Temps

Guéret :

Bar-tabac *Le Balto*, place du Marché.

Librairie *Les Belles Images*, rue E. France.

Bar-tabac *Le Bolly*, 2 rue Maurice Rollinat.

Limoges : Local associatif "Undersounds", 6 rue de Gorre.

Royère : Bar *L'atelier*.

Sardent : Bar *Chez Bichette*

Bar *Chez Josiane*

St Laurent : Bar *L'Envolée* 13 rue des Cerisiers et bien sûr dans les manifs et rassemblements

Creuse-Citron est également téléchargeable en version PDF sur : <http://cnt87.org/>

Numéro réalisé avec le logiciel libre

SCRIBUS. Téléchargeable sur :

www.scribus.net/

Plateformes : Linux, MacOs X, Windows
IPNS



Fête de la CNT 87 Dimanche 2 Mars 2008

au Woodstock Boogie
Bar (18, avenue
Montjovis – Limoges)

À partir de 15h :

Deux projections / débats proposés par le collectif Promedios qui relaie au niveau international des documentaires réalisés par les peuples en lutte du Chiapas ou, plus largement du Mexique.

Vers 19h :

Apéritif suivi d'un repas.

En soirée :

Concert de Vlad (chanson engagé) puis, pour finir, un **set du Moloko Sound System** (rocksteady, reggae et punk-rock).

Entrée à prix libre toute la journée.

Contact : cnt87@cnt-f.org

Creuse-Citron

s'adresse à tous ceux et celles qui luttent contre la falsification de l'information et la diffusion généralisée de l'idéologie libérale. C'est un journal indépendant et libertaire qui s'interdit toute exclusivité et tout prosélytisme en faveur de telle ou telle organisation syndicale ou politique. Sur cette base nous publierons toutes les

Courrier postal : Creuse-Citron
C/o CNT 23 BP 2 23 000 Sainte-Feyre
Courriel : creusecitron@free.fr

A l'initiative de *Creuse-Citron*, un collectif d'associations organise :

Bobines rebelles

Premier festival du documentaire politique et social en Creuse

Samedi 14 juin 2008 de 10h à 24h
au Villard (Royère de Vassivière)

Dans plusieurs salles, une quinzaine de documentaires (*Une histoire du chômage*, *Un monde moderne*, *Escadrons de la mort...*) seront présentés tout au long de la journée, certains suivis de débats animés par leurs réalisateurs.

Bar, restauration, librairies, table de la presse indépendante...

Contacts : 05 55 64 73 17 ou 05 55 62 46 31.

informations que vous nous ferez parvenir.

Ce journal est réalisé par le Collectif libertaire Creuse-Citron.

Prix Libre

Nous vous proposons Creuse-Citron à prix libre. C'est, pour notre collectif, une démarche politique, non marchande, alors que par ailleurs, l'habitude est de payer le même prix, que l'on soit fortuné ou pauvre. Le prix libre n'est pas pour autant la gratuité# : c'est donner la possibilité d'acquiescer un même produit selon ses moyens et ses motivations.

Abonnements : voir page 13



La copie et la diffusion des textes publiés dans ce journal sont libres et fortement encouragées.